Revue Internationale DAMBE

ISSN :1987-1996

Volume 2 – Numéro 2 - Juin 2026

Valorisation des Savoirs Endogènes et Promotion de la Recherche Scientifique

Revue semestrielle multidimensionnelle du CERFDES
Bamako - Mali
https://revuedambe.cerfdesconsulting.com/

CC BY

Revue Internationale DAMBE

Valorisation des savoirs endogènes et promotion de la recherche scientifique.

ISSN :1987-1996

PRESENTATION

Tirant son nom du mot bambara « **Dambé** », qui signifie la dignité, la revue Internationale « **Dambé** » vise à promouvoir la recherche scientifique en mettant en valeur les savoirs endogènes en Afrique et ailleurs. C'est une revue semestrielle adossée au Centre d'études, de Recherche et de Formation sur les Dynamiques Économiques, Environnementales et Sociales (CERFDES). À l'exception des numéros spéciaux dont la publication est conjoncturelle, la revue publie deux numéros par an (Juin et Décembre).

Ayant un intérêt particulier pour les sciences sociales, elle reçoit des contributions de doctrine livrant des réflexions sur toutes les questions ou problématiques actuelles dans des domaines tels que, la géographie, l'économie, le droit, la santé et tout autre sujet concernant les sciences sociales, humaines et environnementales.

Les articles soumis à la revue Dambé sont évalués de façon rigoureuse par un comité scientifique et de lecture composés de chercheurs et d'enseignants-chercheurs de diverses nationalités et de spécialités variées. Tous les articles publiés restent accessibles librement par les auteurs ainsi que par les lecteurs sur le site de la revue.

COMITE EDITORIAL

Président du Comité Scientifique

Pr Balla DIARRA, Professeur titulaire en Géographie, École Nationale d'Administration

Coordinateur Scientifique

Dr Issa DIALLO, Maître de conférences en sociologie de la santé, INFTS

Rédacteur en Chef

Dr Idrissa DEMBELE, Maître assistant en droit, USJPB

Rédacteur en Chef Adjoint

Dr Adama Koné, Géographe, CERFDES

Coordonnateur des Rubriques Sciences de la Santé

Dr Abdoul Salam DIARRA, Maître assistant en Santé Publique, CNRST, Bamako, Mali

Directeur de publication

Dr Malick TIMBINE, Maître assistant en Géographie, environnement et santé, ISH

COMITE SCIENTIFIQUE

Pr Balla DIARRA, Géographie, Ecole Nationale d'Administration, Mali

Pr Flatie OUATTARA, philosophie, Université Joseph K. Zerbo, Burkina Faso

Pr Seydou MARIKO, Géographie, Ensup de Bamako, Mali

Pr Cheich Hamala TOURE, Professeur titulaire, Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako (USJPB), Mali

Pr Brema Ely DICKO, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Pr Aboubacar Sidiki COULIBALY, littérature anglaise, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Pr Belco OUOLOGUEM, Philosophie, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Bazoumana DIARRASSOUBA, Géographie, Maître de conférences, CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

Dr Nouhoum TANDINA, Maitre de Conférences CAMES, USJPB

Dr Amadou TRAORE, Maître de conférences CAMES en sociologie, Université de Ségou.

Dr Fodié TANDJIGORA, Sociologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Ibrahima TRAORE, Sciences de l'Education, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Boureima TOURE, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Seydou LOUA, Sciences de l'Education, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Abdoulaye GUINDO, Anthropologie médicale, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Kawélé TOGOLA, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Almamy SYLLA, Anthropologie, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Arouna DEMBELE, Géographie, Maître de conférences, USSGB Mali

Dr Amadou BAMBA, Maître de conférences en Économie, USSGB, Mali

Dr Baba COULIBALY, Géographie Maître de Recherche à l'ISH. Mali

Dr Aimé Assué YAO, Géographie, Maître de conférences CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte D'ivoire.

Dr Tuo PEGA, Géographie de la santé, Maître de conférences CAMES, Université Félix Houphouët Boigny.

Dr Papa Fara DIALLO, Maitre de conférences en sciences politiques, Université Gaston Berger de saint Louis, Sénégal

Dr Boubacar dit Dédé TRAORE, Archéologie, Maître de conférences à l'ISH.

Dr N'Gna TRAORE, anthropologie, Maître de conférences à l'ISH.

Dr Issa DIALLO, Maitre de conférences en sociologie de la santé, INFTS.

Dr Souleymane KEITA, Maître de conférences, philosophe, USLHB.

Dr Moctar SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de conférences, sciences de l'éducation, USLHB.

Dr Mory DIALLO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Allaye NIANGALY, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Abdoul SOGODOGO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Oumar Toumaly DIALLO, Maitre de conférences, USJPB

Dr Samba SOGOBA, Maître de Conférences, USJPB

Dr Yamadou CAMARA, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Ahmed SAMAKE, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Mariam SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Fousseyni DOUMBIA, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Sounko SISSOKO, Maitre de Conférences, Université de Ségou

Dr Lamine SANDY, Sociologie, Maitre de recherche, INFTS, Mali

COMITE DE LECTURE

Dr Bazoumana DIARRASSOUBA, Géographie, Maître de conférences, CAMES, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

Dr Arouna DEMBELE, Géographie, Maître de conférences, USSGB Mali

Dr Issa DIALLO, Maître de conférences des Universités du CAMES en sociologie de la santé, INFTS

Dr Souleymane KEITA, Maître de conférences, philosophe, USLHB.

Dr Moctar SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de conférences, sciences de l'éducation, USLHB

Dr Tuo PEGA, Géographie de la santé, Maître de conférences CAMES, Université Félix Houphouët Boigny.

Dr Ibrahima TRAORE, Sciences de l'Éducation, Maitre de conférences CAMES, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali

Dr Mory DIALLO, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Mariam SIDIBE, Maitre-assistant CAMES, Maitre de Conférences, USJPB

Dr Yacouba TENGUERI, Maître-assistant CAMES Sociologie, Université de Dédougou, Burkina Faso.

Dr Amadou BAMBA, Maitre-assistant CAMES, Maître de conférences en Économie, USSGB, Mali

Dr Yéo LANZENI, Maître-assistant CAMES en Géographie, Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan.

Dr Mesmer Luther GUEUYOU, Centre d'études de droit international de l'université Paris Ouest, Enseignant chercheur à l'université de Nantes.

Dr Solim ALEKA, Docteur en Droit public, Ministère de la Santé du TOGO.

Dr Hamidou NAPARE, Sciences de l'éducation, Chargé de Recherches à l'INFSS.

Dr Bakaye TOGOLA, Anglais, études africaines et postcoloniales, UCAD

Dr Issa TOGOLA, Maître assistant en Géographie, Institut de sciences humaines, Bamako.

Dr Soufiana Souleymane MAIGA, didactique des langues université de touba Arabe.

Dr Drissa TRAORE, Maître assistant CAMES, Université de Daloa, RCI.

Dr Tiecoura Hamed COULIBALY, Université Péléforo Gon Coulibaly de Korhogo.

Dr Siaka DOUMBIA, Maître assistant en Géographie, Université de Ségou.

Dr Francis Birama Daba SARR, philosophe, Université cheikh Anta Diop de Dakar.

Dr Falingué KEITA, Économie, USSGB.

Dr Harouna BAGAYOKO, Géographie, USSGB.

Dr Adama KONÉ, Géographie, Université de gestion et de développement durable de Bamako.

Dr Amadou SOW, Droit, Centre d'Etudes, de Recherche et de Prospective en Afrique – CERPA (Mali).

Dr Ibrahima BAMBA, Droit, Institut de pédagogie universitaire de Bamako (IPU)

Dr Lassine DIARRA, Maître-Assistant USJPB.

Dr Adama KONE, Géologie, Maître-Assistant à la FST

Dr Issa OUATTARA, Maître assistant en Géographie, INFTS de Bamako.

Dr Oumar DEMBELE, Géographie, point SUD.

Dr Oumar KONÉ, philosophie, USLHB.

Dr Abdou Bougoury TRAORE, Économie de l'environnement, USSGB.

Dr Lassina TOGOLA, logisticien, USSGB.

Dr Ousmane DOUMBIA, Marketing communication, USSGB.

Dr Toumani KANTE, sciences agronomiques, IER.

Dr Youssouf GUINDO, Géographie de l'environnement, ENSUP.

Dr YAO Koffi Bertrand, Maître assistant CAMES en Géographie, Université Félix Houphouet Boigny d'Abidjan.

Dr Abdoulaye MAIGA, Économie politique, USSGB.

Dr Abdoul wahab Issiaka MAIGA, Administration Éducative et planification. Université privée Attaoune (UPA), BAMAKO

Dr Ousmane Famagan KONATE, Droit public.

Dr Malick TIMBINE, Géographie, environnement et Santé, Maître-Assistant à l'ISH.

Dr Moussa FOFANA, anthropologie de la santé, Maître-Assistant à L'ISH.

Dr Lala Aïché TRAORE, Lettre Moderne, Maître- Assistant à l'ISH.

Dr Yaya SIDIBE, Économie, Maître Assistant à l'USSGB.

Dr Mamoutou BERTHE, Philosophie à l'ENSup.

Dr Abdoulaye N'Tigui KONARE, économiste, Maître- Assistant à l'USSGB.

Dr Boubacar KONATE, Maître-Assistant à l'INFTS.

Dr Ousmane SY, Maître de recherche, Epidémiologiste, Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique, Bamako, Mali.

Dr Abdoul Salam Diarra, Maître assistant en Santé Publique, CNRST, Bamako, Mali.

Dr Idrissa DEMBELE, droit, Maitre-Assistant, USJPB

Dr Bengaly GUINDO, Science politique, Maitre-Assistant USJPB

Dr Sory Ibrahim Maiga, Science politique, Maitre-Assistant USJPB

Dr Mohamed BERTHE, droit Maitre-Assistant, École supérieur de journalisme et des sciences de la communication, Bamako

Dr Seydou MALLET, droit, USJPB

Dr Oumar CAMARA, droit, Maitre-Assistant en droit USJPB

Dr Bakary KONE, Maitre-Assistant à l'Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako.

Dr Lamine Boua COULIBALY, Géographie, Maitre-Assistant à l'Université de Ségou.

Dr Soumaila COULIBALY, Psychologie, Enseignant chercheur à l'université des sciences sociales et de gestion de Bamako.

Dr Seydou Soungalo COULIBALY, Sciences de l'éducation, à l'IPU de Bamako.

Dr Ibrahim Amara DIALLO, Philosophie politique et morale, ULSHB.

Dr Ibrahim KONE, relations internationales, FSAP, Bamako

Dr Moïse Jean, Docteur en droit public à l'Université de Nanterre, Chercheur postdoctoral à l'Université de Genève.

SOMMAIRE

Diakaridia SIDIBE, Yaya DOGONI, Bakary DAGNO

ANALYSE DE L'EFFETS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES SUR LA DENSITE, LA STRUCTURE ET LA PRODUCTION LIGNEUSE DANS LA FORET CLASSEE DES MONTS MANDINGUES AU MALI 1

ANALYSIS OF THE EFFECT OF CLIMATE CHANGE ON THE DENSITY, STRUCTURE AND WOOD PRODUCTION IN THE CLASSIFIED FOREST OF THE MANDINGUE MOUNTAINS IN MALI..... 1

ADJAWOUTO Kossi Tozo, DANDONOUGBO Iléri, HETCHELI Follygan

MAUVAIS ETAT DU RESEAU ROUTIER ET LA PRODUCTION DU SODABI (BOISSON LOCALE) DANS LES MILIEUX RURAUX DE LA PREFECTURE DU MOYEN-MONO AU TOGO 13

POOR CONDITION OF THE ROAD NETWORK AND THE PRODUCTION OF SODABI (LOCAL DRINK) IN RURAL AREAS OF THE MOYEN-MONO PREFECTURE IN TOGO..... 13

Komi DOSSE, Koudzo SOKEMAWU

LES DÉTERMINANTS DE LA CONSOMMATION DU LAPIN D'ÉLEVAGE DANS LA DISTRICT AUTONOME DU GRAND LOMÉ AU SUD-TOGO..... 32

DETERMINANTS OF FARMED RABBIT MEAT CONSUMPTION IN THE GREATER LOMÉ AUTONOMOUS DISTRICT, SOUTHERN TOGO..... 32

Bakary BERTHE, Boubacar SY, Abdoulaye KEITA, Houdou Attikou DIALLO, Bokary DIALLO

ANALYSE DU PROCESSUS D'ORGANISATION ET DE GESTION DES ÉVACUATIONS SANITAIRES AUX SERVICES D'ACCUEIL DES URGENCES (SAU): CAS DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (CHU) DE GABRIEL TOURE 43

ANALYSIS OF THE ORGANIZATION AND MANAGEMENT PROCESS OF MEDICAL EVACUATIONS IN EMERGENCY DEPARTMENTS (EDS) : CASE OF THE GABRIEL TOURE UNIVERSITY HOSPITAL CENTER (CHU) 43

Tantely Aro Tafika Notahina Anjarasoa RAKOTONINDRINA, Tantely Ny Andry Nomena Anjarasoa RAKOTONINDRINA, Tantely Oliva RAKOTONINDRINA, Faly Tinasoa ANDRIANANDRASANIRINA

IMPACT DE L'USAGE DES LEARNING LABS SUR L'INNOVATION PÉDAGOGIQUE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : CAS DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE L'UNIVERSITÉ DE FIANARANTSOA, MADAGASCAR) 58

IMPACT OF LEARNING LAB USE ON PEDAGOGICAL INNOVATION IN HIGHER EDUCATION: CASE OF THE ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE OF THE UNIVERSITY OF FIANARANTSOA, MADAGASCAR 58

KOUAKOU Amenan Ester, DAGNOGO Gnéré Laeticia Blama

PETITES ÉPARGNES, GRANDES VICTOIRES »: POUR UNE ANALYSE COMMUNICATIONNELLE DU PROGRAMME FILETS SOCIAUX PRODUCTIFS DANS LA COMMUNE DE SOUBRÉ EN CÔTE D'IVOIRE 70

SMALL SAVING, BIG VICTORIES »: A COMMUNICATION ANALYSIS OF THE PRODUCTIVE SOCIAL SAFETY NET PROGRAMM IN THE COMMUNE OF SOUBRÉ IN IVORY COAST 70

Tantely Ny Andry Nomena Anjarasoa RAKOTONINDRINA, Tantely Aro Tafika Notahina Anjarasoa RAKOTONINDRINA, RATSIMBAZAFY, Tantely Oliva RAKOTONINDRINA

MODERNITÉ, ÉDUCATION FAMILIALE ET RÉSULTATS SCOLAIRES : LE CAS DE LA RÉGION DIANA À MADAGASCAR 85

MODERNITY, FAMILY EDUCATION AND ACADEMIC ACHIEVEMENT: THE CASE OF THE DIANA REGION IN MADAGASCAR 85

Djibril Abdoulaye SABANE, Boubacar SY

EFFETS DES POLITIQUES DE SUBVENTIONS AGRICOLES SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU MALI 102

EFFECTS OF AGRICULTURAL SUBSIDY POLICIES ON ECONOMIC GROWTH IN MALI 102

NGBANGA MOSALA CLAUDE

ANALYSE DES BESOINS DU PEUPLE BUDJA À TRAVERS LE VÉCU DES PHÉNOMÈNES ‘’PSI ‘’ 110

ANALYSIS OF THE NEEDS OF THE BUDJA PEOPLE THROUGH THEIR EXPERIENCE OF PSI PHENOMENA 110

TSHIKAMA KALAMBA Alfred

ENTREPRENEURIAT CULTUREL À KINSHASA: ENJEUX ET PERSPECTIVES DE CRÉATION D'UNE INDUSTRIE CRÉATIVE (CAS DE L'ATELIER ALTSHIK. C.A.F) 124

CULTURAL ENTREPRENEURSHIP IN KINSHASA: ISSUES AND PROSPECTS FOR CREATING A CREATIVE INDUSTRY (CASE OF THE ALTSHIK WORKSHOP. C.A.F) 124

IPOBA MENAKUNTIMA Léonard, LONGI MASALA Rachel, MATAND TUILWENG Alphonse, KIPALA ESANGO Nestor

EVOLUTION DE L'HABITAT DANS L'AIRE URBAINE DE KINSHASA : ETAT DE LIEUX ET PERSPECTIVES 132

HOUSING TRENDS IN THE KINSHASA URBAN AREA : CURRENT SITUATION AND OUTLOOK 132

Issoufou COULIBALY

APPORTS DES TECHNOLOGIES INTELLIGENTES ET NUMÉRIQUES DANS L'AGRICULTURE MALIENNE 145

EMERGING ECOLOGICAL TRANSITION: CONTRIBUTIONS OF INTELLIGENT AND DIGITAL TECHNOLOGIES TO MALIAN AGRICULTURE 145

LUKUBAMA MUMBELA Reddy, BAKUMBA MANGITUKULU Guy

DE LA PRÉCARITÉ À L'AUTOFINANCEMENT DU FONCIER : LE REMEMBREMENT FONCIER COMME LEVIER DE TRANSFORMATION DES QUARTIERS SPONTANÉS À KINSHASA 158

FROM PRECARITY TO LAND SELF-FINANCING: LAND READJUSTMENT AS A LEVER FOR TRANSFORMING INFORMAL SETTLEMENTS IN KINSHASA 158

Issa Koné

CARBONE POREUX HIÉRARCHIQUE DOPÉ AVEC DU FER, DE L'AZOTE ET DU SOUFRE (FENS/HPC) POUR LA RÉACTION DE RÉDUCTION DE L'OXYGÈNE (ORR) 179

HIERARCHICAL POROUS CARBON DOPED WITH IRON, NITROGEN, AND SULFUR (FENS/HPC) FOR THE OXYGEN REDUCTION REACTION (ORR) 179

CAMARA Soumaila, COULIBALY Souleymane

ÉVALUATION DES PERFORMANCES D'UN SYSTÈME DE REFROIDISSEMENT À ABSORPTION À SIMPLE EFFET ENTRAÎNÉ PAR UN CAPTEUR SOLAIRE À DOUBLE ACTION EN CLIMAT CHAUD 193

PERFORMANCE EVALUATION OF A SINGLE-EFFECT ABSORPTION COOLING SYSTEM DRIVEN BY A DUAL-ACTION SOLAR COLLECTOR IN A HOT CLIMATE 193

Natié COULIBALY

RÉSILIENCE ÉDUCATIVE AU MALI: QUELLES STRATÉGIES DES ACTEURS DE L'ÉCOLE EN CONTEXTE D'INSÉCURITÉ? 210

EDUCATIONAL RESILIENCE IN MALI: WHAT STRATEGIES DO SCHOOL ACTORS ADOPT IN A CONTEXT OF INSECURITY?.....210

Darcy LUTUMBA NKANGA

ARBRE DE DÉCISION: FONCTIONNEMENT ET IMPACT DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....220

DECISION TREE: HOW IT WORKS AND ITS IMPACT IN THE HEALTHCARE SECTOR.....220

KONAN Kouakou Gildas

L'IMAGINATION MATÉRIELLE CHEZ JOSUÉ GUÉBO : UN PROCÈS EN COURS DANS SONGE À LAMPEDUSA.....229

MATERIAL IMAGINATION IN JOSHUA GUEBO : A TRIAL IN PROGRESS IN A DREAM IN LAMPEDUSA.....229

Darcy LUTUMBA NKANGA, Richard KITONDUA LUBANZADIO, Cédric KABEYA TSHISEBA, Pierre KAFUNDA KATALAY, Josué NZUZI TSASA, Tommy BUKASA MUTOMBO, Merveil LUMBALA KATUMBA

OPTICS: FONCTIONNEMENT ET IMPACT DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....240

OPTICS: HOW IT WORKS AND ITS IMPACT IN THE HEALTHCARE SECTOR.....240

Oumar DEMBELE, Issa OUATTARA, Adama KONE, Mounérou DJIRE

EMIGRATION ET CHANGEMENTS SOCIOÉCONOMIQUES DE LA VILLE DE KITA - MALI.....250

EMIGRATION AND SOCIO-ECONOMIC CHANGES IN THE CITY OF KITA-MALI.....250

Dabiré Der, Fayama Tionyélé, Ouiminga Idrissa, Sondé T Larissa, Berre David, Toé Patrice

TYPOLOGIE DES INTERACTIONS EN JEU DANS LA GOUVERNANCE DES RESSOURCES PASTORALES POUR S'ADAPTER AUX EFFETS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LA COMMUNE RURALE DE KOUMBIA AU BURKINA FASO: ENTRE HIÉRARCHIE, MÉDIATION, COOPÉRATION ET CONFLIT.....264

A TYPOLOGY OF INTERACTIONS INVOLVED IN THE GOVERNANCE OF PASTORAL RESOURCES TO ADAPT TO THE EFFECTS OF CLIMATE CHANGE IN THE RURAL COMMUNE OF KOUMBIA, BURKINA FASO: BETWEEN HIERARCHY, MEDIATION, COOPERATION, AND CONFLICT.....264

Mahmoud Ag ALY, Cheick Kader M'BAYE, Falingué KEITA

INVESTISSEMENTS EN INFRASTRUCTURES ÉNERGÉTIQUES ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU MALI 274

INVESTMENT IN ENERGY INFRASTRUCTURE AND ECONOMIC GROWTH IN MALI 274

Sékou Dit Karamoko KEITA, Boubacar SY

RÔLE DE LA FIXATION DU PRIX DU COTON ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU MALI 284

THE ROLE OF COTTON PRICING IN MALI'S ECONOMIC GROWTH 284

Oumar SK DEMBELE, ABDOUL Karim CAMARA

HÉTÉROGÉNÉİTE ÉNONCIATIVE ET CONSTRUCTION DU SENS: UNE LECTURE DISCURSIVE À LA LUMIÈRE DES TRAVAUX DE JACQUELINE AUTHIER-REVUZ..... 294

ENUNCIATIVE HETEROGENEITY AND THE CONSTRUCTION OF MEANING: A DISCURSIVE ANALYSIS IN LIGHT OF THE WORK OF JACQUELINE AUTHIER-REVUZ..... 294

EVOLUTION DE L'HABITAT DANS L'AIRE URBAINE DE KINSHASA : ETAT DE LIEUX ET PERSPECTIVES

HOUSING TRENDS IN THE KINSHASA URBAN AREA : CURRENT SITUATION AND OUTLOOK

IPOBA MENAKUNTIMA Léonard [1]

LONGI MASALA Rachel [2]

MATAND TUILWENG Alphonse [3]

KIPALA ESANGO Nestor [4]

1. Chef de Travaux à l'Institut supérieur de Techniques appliquées de Kinshasa et Doctorant à l'Université Pédagogique Nationale de Kinshasa
2. Assistante à l'Institut Supérieur d'Etudes Agronomiques de Kimbau
3. Professeur à l'Université pédagogique Nationale de Kinshasa
4. Assistant à l'Institut supérieur de Techniques appliquées de Kinshasa

Résumé

Cet article fait une analyse de l'habitat urbain à travers les différents plans d'urbanisme et politiques d'habitat qu'a connu la République Démocratique du Congo, de l'époque coloniale jusqu'à ces jours. L'habitat constitue un défi pour les pouvoirs publics dans la ville de Kinshasa, comme dans les autres grandes villes du pays. Du plan Recquiert de 1949 jusqu' au schéma d'orientation stratégique de l'Agglomération Kinoise de 2015, le constat est que la ville évolue autrement par rapport à ces plans.

La ville de Kinshasa connait une urbanisation rapide et non maîtrisée; pourtant, l'offre en logements n'arrive pas à satisfaire la forte demande surtout des nouveaux migrants. Pour faire face à la crise de logements, les pouvoirs publics ont mis en œuvre des politiques d'habitat et des plans d'urbanisme, afin d'offrir aux citadins des logements abordables. Cette étude a été menée à partir des approches analytique, historique et documentaire, afin d'expliquer l'évolution de l'habitat dans l'aire urbaine de Kinshasa.

Les résultats de cette étude montrent à suffisance que les politiques d'habitat et les plans d'urbanisme mis en œuvre n'ont pas connu de succès. L'échec de ces politiques est d'offrir aux citadins des logements aux coûts élevés. En effet, les pauvres et des proportions notables de catégories à revenus faibles sont incapables d'accéder aux marchés fonciers officiels, qu'ils soient publics ou privés. D'où, il faudrait repenser la politique d'habitat, en encourageant les investissements dans l'habitat « très social », avec des logements à loyer » très social ».

Mot clés: **Habitat, aire urbaine, plans d'urbanisme, politique d'habitat, habitat très social.**

Abstract

This article makes an analysis of the urban habitat through the various town-plannings and policies of habitat which the Democratic Republic of Congo knew, of the colonial time until these days. The habitat constitutes a challenge for the authorities in the town of Kinshasa, as in the other large cities of the country. Recquiert plan of 1949 until the strategic diagram of orientation of the Kinoise Agglomeration of 2015, the report is that the city evolves/moves differently compared to these plans.

The town of Kinshasa connaît a fast and not controlled urbanization; however, the offer in residences does not manage to satisfy the keen demand especially new migrants. To face the crisis of residences, the authorities implemented policies of habitat and town-plannings, in order to offer to the townsmen accessible residences. This study was undertaken starting from the approaches analytical, historical and documentary, in order to explain the evolution of the habitat in the urban surface of Kinshasa.

The results of this study show with sufficiency that the policies of habitat and the town-plannings implemented were not success. The failure of these policies is to offer to the townsmen residences at the high cost. Indeed, the poor and of the notable proportions of categories to weak incomes are unable to enter the official land markets, which they are public or private. From where, it would be necessary to reconsider the policy of habitat, by encouraging the investments in the «very social» habitat, with residences with «very social " rent.

Key word: Habitat, urban surface, town-plannings, policy of habitat, very social habitat.

Introduction

L'environnement dans lequel l'homme vit témoigne de la qualité de son épanouissement. Il faut souligner que des financements relatifs au logement ont été mobilisés en 2021 dans nombre de pays d'Afrique, tels que l'Algérie, le Bénin, le Burkina Faso, le Congo, la Côte d'Ivoire, l'Île Maurice, le Niger, la Tanzanie, le Togo, la RDC et le Sénégal (Kipayko A. A, 2021).

La ville de Kinshasa progresse depuis 20 ans en tâche d'huile et sans souci de préservation du site. Seuls les grands cirques d'érosion arrêtent l'habitat, mais ils commencent aujourd'hui à être découpés en gradins. Les pentes sont littéralement détruites par des ravins d'origine anthropique: chemins piétonniers transformés en gouttières puis en profondes rigoles de plusieurs centaines de mètre de long. Dans certains cas, les habitations, très précaires, se tiennent sur d'étroites lanières entre deux ravins qui s'approfondissent à chaque orage.

Kinshasa a fait l'objet de plusieurs plans d'aménagement qui n'ont jamais été appliqués sur le terrain. En plus, depuis les années 50, Kinshasa a été régie, en matière d'aménagement urbain, jusque maintenant, par le Décret du 20 juin 1957 portant code de l'urbanisme. C'est conformément à ce cadre juridique qu'ont été élaborés les trois plans d'aménagement de 1967, 1975 et 1985. Au fait, ces documents qui ont été mis en œuvre dans un contexte d'urbanisme désuet se sont vite révélés inopérants. Aujourd'hui, tous ces schémas d'aménagement urbain sont caducs parce que la ville a connu de profondes mutations spatiales.

Le spontanéisme urbain, la convoitise des espaces agricoles, l'enclavement, la promiscuité, la densification, la bidonvilisation et la taudification de l'habitat conduisent directement à cette hypothèse: les multiples problèmes urbains de Kinshasa sont une manifestation de croissance spatiale et démographique rapide post-coloniale sans planification ni aménagement

La crise du logement tend à s'accentuer en raison notamment de la poussée démographique que subit la ville province de Kinshasa. Cette situation préoccupe les autorités tant nationales que les autorités urbaines. Malgré les efforts conjugués pour les politiques d'habitat initiés en République Démocratique du Congo, comment peut-on arriver à satisfaire la forte demande en logements abordables aux pauvres et aux personnes à revenus faibles? Cette question constitue le résumé de notre problématique.

Cet article vise à contribuer à l'amélioration des stratégies d'interventions en matière d'habitat, par une mise en place d'une politique d'habitat de masse dite « très sociale », avec des logements à « loyer très social ».

1. Méthodologie

Ce travail est axé sur la recherche documentaire. Pour réaliser cette recherche, nous avons utilisé les approches suivantes:

- Analytique, afin d'analyser différents documents d'urbanisme (politiques d'habitats et plans d'urbanisme). Ces documents constituent le fondement juridique et pratique de la politique d'urbanisation en République démocratique du Congo ;
- Historique : a consisté à reconstituer la genèse et l'évolution de différents plans d'urbanisme et politiques d'habitat mis en œuvre, depuis l'époque coloniale jusqu'à ce jour. L'usage des documents écrits nous a permis de retracer l'historique de l'habitat dans la ville de Kinshasa;
- Documentaire: a eu pour but de rassembler les informations utiles en rapport avec le sujet d'étude. Elle nous a permis de parcourir des productions scientifiques antérieures de cette étude, en vue d'enrichir nos connaissances et nos investigations.

2. resultats

Les résultats de cette étude s'appuient sur une analyse textuelle de la typologie de l'habitat de Kinshasa et, sur la politique d'habitat et les plans d'urbanisme en République Démocratique du Congo.

2.1. Typologie de l'habitat à Kinshasa

Dans l'analyse de l'habitat de Kinshasa de la période coloniale à la période post-coloniale, la ville a connu différents types d'habitat.

2.2.1. L'habitat ''africain'' ou indigène

Léon de Saint Moulin reprend dans son analyse interne six zones typologique : les « cités planifiées, nouvelles et anciennes cités, les quartiers excentriques et la zone d'extension sud ».

En effet, cette typologie d'habitat ne se récence pas dans l'habitat traditionnel, mais dans l'urbain. C'est en raison de sa relégation discriminatoire qu'il se présente comme une spécificité, comme un cas de ségrégation urbaine pour donner lieu à un format particulier de ville mort-née, de ville-village, épicentre des fléaux de tous les points chauds. Cette image ci-dessous met l'accent sur les constructions en pisé.



Fig.1. Construction en pisé, témoins d'un habitat villageois en voie disparition dans la zone suburbaine

Source: Atlas géographique du Congo, 1975, publié par Maximy et al.

2.2.2. Les cités planifiées

Le cas des cités planifiées est le plus simple, car il ne présente à peu près aucune difficulté, et il est intéressant, car il permettra de préciser la hiérarchie sociale de Kinshasa. Il apparaîtra que les quatre cités planifiées présentent une hiérarchie interne très nette : Lemba et Bandalungwa sont plus riches que Matete ; et Matete à son tour est d'un niveau supérieur à N'djili. Cette image met en relief les cités planifiées.



Fig.2. Logement jointifs en bande à deux niveaux dans les cités planifiées

Source : Atlas géographique du Congo, 1975, publié par Maximy et al.

2.2.3. Les nouvelles cités

Les nouvelles cités sont un autre exemple de distribution interne explicable par le même principe. La solidarité y est cependant moins étroite entre les indices de l'instruction, de la répartition professionnelle et des logements.

Le mouvement se retrouve dans les pourcentages de cadres et d'employés, ainsi que dans ceux des installations hygiéniques cimentées. Mais les travailleurs non qualifiés sont relativement plus nombreux à Kalamu que dans les deux autres communes et les logements y sont en moyenne un peu moins grands qu'à Dendale (Kasavubu). Cette image ci-dessous met l'accent sur les constructions individuelles de bonne qualité.



Fig. 3. Constructions individuelles de bonne qualité édifiées grâce à des prêts spéciaux à la construction (Fonds d'avance)

Source : Atlas géographique du Congo, 1975, publié par Maximy et al.

2.2.4. Les anciennes cités

Une diversité semblable existe dans les anciennes cités. On y trouve également d'anciens camps de travailleurs, sous les noms d'Olsen, Bousin, H.C.B., Utexco, … et quelques camps récents de standing relativement élevé : le camp Babilon à Kintambo, le quartier Bon Marché à Barumbu, la frange nord de la commune de Saint-Jean (Lingwala) et le quartier Pont Cabu au sud de Kinshasa. Cette image ci-dessous met l'accent sur les habitat dense et dégradé des anciennes cités.

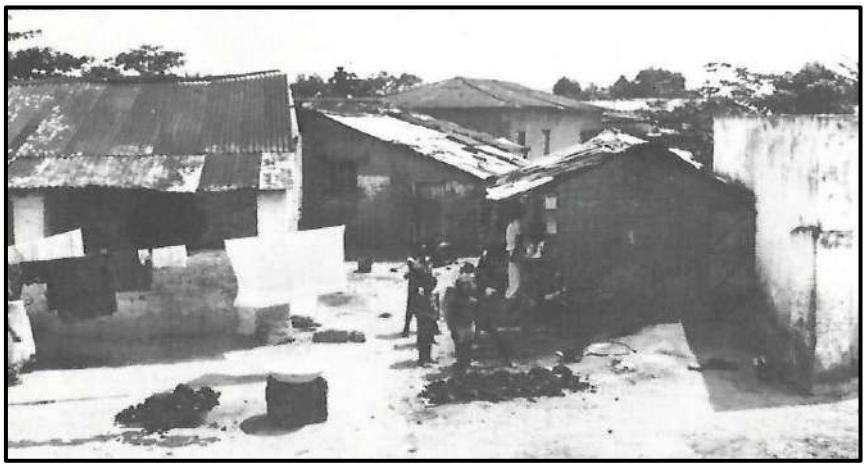


Fig.4. Habitat dense et dégradé des anciennes cités

Source : Atlas géographique du Congo, 1975, publié par Maximy et al.

2.2.5. Les quartiers excentriques

Cet ensemble comprend deux groupes nettement distincts : d'une part, Ndjili extension, Kimbanseke et Kisenso ; d'autre part, Ngaliema extension, Kingabwa et Masina. Cette division évoque pour les habitués de Kinshasa une opposition ethnique. Les premières unités sont caractérisées par une forte prépondérance des Bakongo ; Ngaliema extension et Masina comportent un grand nombre de Bayaka ; à Kingabwa, les Basuku sont vraisemblablement le groupe le plus nombreux. La distinction ethnique va donc de pair, à ce niveau d'analyse, avec une hiérarchie socio-économique (Léon de Saint Moulin, 2001).



Fig. 5. Physionomie de l'habitat dans une zone périurbaine de Kinshasa

2.3. Politique d'habitat en République Démocratique du Congo (RDC)

L'histoire de la RDC retiendra qu'elle est marquée d'un côté par une ville construite et, de l'autre par une ville autoconstruite. La ville de Kinshasa, dont la croissance tentaculaire et effrénée dévore, sans aucune prévention, tous les espaces urbains et périurbains dans son

extension. Cela prouve qu'il y a péril en demeure et donc il y a obligation de réfléchir sur la situation de cette ville.

Il sied de noter que, depuis l'époque coloniale jusqu'à ce jour la RDC s'est caractérisée par trois types de politique d'habitat.

2.3.1 Politique du type « social »

L'arrivée massive de migrants, suite à l'exode rural, posa d'emblée la question de l'habitat en milieu urbains. Cela justifia la création en 1949 de l'office des cités africaines (OCA), avec pour objectif de construire des logements pour les autochtones, respectant les normes européennes d'architecture et d'urbanisme.

Ces logements, bien que réunissant les conditions de logement, certains occupants ont senti une privation de liberté individuelle, sans tenir compte de leurs souhaits.

Cette insatisfaction vis-à-vis de ces logements sociaux, poussant l'OCA d'améliorer ces maisons. Cherchant à « humaniser » les logements, en les rendant plus confortables, spacieux, moins denses et moins monotones, l'administration coloniale mit en place un nouveau système d'accès au logement appelé « Fonds d'avance ».

2.3.2. Politique du type « libéral »

L'Etat transféra l'aménagement urbain au citadin et au secteur privé. Cette politique favorisa l'émergence des nouveaux quartiers résidentiels, notamment les quartiers Grand Bazar (GB), Beau Vent, Shaumba, Mbinza Météo, Mimoza, Baramoto, Masikita, Trois vallées, etc… .

En dehors des quartiers résidentiels, cette politique favorisera l'implantation des quartiers populaires de l'auto-construction. Ces quartiers sont l'œuvre des politiciens congolais, pour défier l'autorité coloniale. Ainsi naquirent les quartiers populaires des communes de Ngaba, Makala, Bumbu, Camp Luka, Mbinza Delvaux.

Enfin, les bidonvilles profitant de cette crise de logement, s'implantèrent dans les espaces non aedificandi, comme les sites marécageux, les zones inondables des cours d'eau, les zones industrialo- portuaires, les collines érodées, les emprises ferroviaires…

2.3.3. Politique du type « néo-libéral »

Depuis le début de la décennie 2000, un phénomène urbain nouveau a progressivement pris corps dans le domaine des logements destinés aux ménages aisés de la nouvelle classe moyenne. Il s'agit des quartiers résidentielles ou « camps riches ».

Parmi ces camps, on peut épingler: le quartier « cité oasis », la Cité du Fleuve, la Cité Moderne, la Cité Venus, la cité Belle vue, etc… .

2.4 Plans d'urbanisme en République Démocratique du Congo

Les plans d'urbanisme comme instrument devant guider l'aménagement et le développement urbain de chaque ville pour une validité de 15 ans et renouvelable ont existé depuis l'époque coloniale jusqu'à ce jour. Ainsi, nous avons les plans d'urbanisme avant l'indépendance et ceux après l'indépendance.

2.4.1. Les plans d'urbanisme avant l'indépendance

Pendant la période coloniale, la République Démocratique du Congo était d'abord régi par le plan Ricquier de 1949. Celui-ci avait vite été remplacé par le plan Van Malleghem. Dans un contexte favorable, ce plan aura imaginé l'actuelle zone industrielle de Limete quand, dans le même cheminement du plan décennal de la colonie Belge, l'OCA sera chargé de la

construction des cités de la population autochtone qui façonneront le paysage urbain de Kinshasa.

2.4.2. Les plans d'urbanisme après l'indépendance

Depuis 1960, année où le pays a accédé à son indépendance, Kinshasa a connu quatre plans d'urbanisme.

a) Plan Auguste Arsac de 1967 pour un développement planifié de la ville

Pendant cette période, l'étalement urbain de Kinshasa était estimé à 700 hectares et la croissance moyenne annuelle de la population évaluée à 75 000 habitants (Sakombi, 1981) avec un taux de croissance situé à 11 % entre 1960 et 1967. L'OCA et le fonds d'avance qui avaient œuvré à la création des cités planifiées produites peu avant l'indépendance sont fusionnés et remplacés par l'ONL (Office National du Logement) en 1965. Cette nouvelle structure est alors chargée de produire des logements mais va se révéler ne pas être à la hauteur des attentes (Groupe huit et Arter, 2013) enlisant davantage la problématique de développement urbain de Kinshasa. La conjugaison de tous ces facteurs conduira au plan régional de 1967, dit Plan Auguste Arsac.

Le plan Auguste Arsac a été produit sous la conduite de l'Architecte Arsac, dans le but de maitriser l'extension urbaine par la densification du périmètre urbanisé, il fut proposé de limiter la ville dans la plaine. Ce plan d'aménagement urbain avait alors programmé la création d'un nouveau centre-ville, des centres secondaires et des cités satellites dans divers horizons de la ville. Cependant, il n'avait pas intégré les pratiques locales qui émergeaient dans le cadre de l'habitat en ce temps-là, pratiques qualifiées d'habitat spontané par plusieurs auteurs (De Maximy, 1984, Mpuru, et Mbuluku, 2008, Pain, 1985).

A la place des villes nouvelles, le plan Arsac propose des cités satellites dans son principe d'aménagement. Le plan Arsac venu au lendemain de l'indépendance n'aura produit aucune action tangible sur le terrain. Du point de vue démographique et spatial, pendant qu'il envisageait contenir la partie agglomérée sur 12 000 hectares avec une population de près d'un million d'habitants en 1970, le phénomène naturel d'urbanisation viendra infirmer ses prévisions. Plutôt qu'un rôle directeur, le plan urbain de 1967 joua simplement un rôle indicatif dans l'orientation morphologique de la ville qui obéissait désormais à des nouvelles logiques autrefois sous le radar de la planification dirigiste.

b) Le Schéma Directeur d'Aménagement Urbain de 1976 « SDAU » : entre maitrise de la croissance urbaine et développement d'infrastructures

A la demande et sous la responsabilité de trois géographes français (Jean Flouriot, René de Maximy et Marc Pain), sera réalisé l'atlas de la ville de Kinshasa comprenant soixante-six planches qui décortiquent la réalité kinoise des années 75. Cet atlas, fruit des analyses empiriques, montre la société urbaine dans l'espace et les mécanismes de croissance et l'adaptation au site. Bref, un document décrivant les enjeux vitaux à prendre en considération lors de la définition d'une stratégie de développement d'une capitale multimillionnaire (Pain, 1985).

Avec ses 1 500 000 habitants répartis sur plus de 15 000 ha en 1975, « l'anarchie foncière » était à son comble. Accentuée par l'exode rural, la pression démographique sur la ville a fait que Kinshasa renfermait 8 % de la population totale du pays, le un tiers de la population urbaine nationale et 57 % d'emploi du secteur formel (Kanene, 2001). Pour pallier ces insuffisances dans l'organisation urbaine, fortes des conclusions des travaux effectués, les options essentielles du SDAU imposaient une politique volontariste de limitation de croissance, afin d'affirmer la cohérence entre la capacité résiduelle du site et la croissance envisagée de la

population. L'agglomération devait désormais se développer sur la base de deux pôles urbains : la ville Ouest considérée comme le périmètre urbanisé actuel et la ville Est, à pourvoir, dotées chacune d'équipements importants et d'une certaine autonomie de gestion de ressources.

Contrairement au plan Arsac, il ne sera jamais approuvé (Groupe huit et Arter, 2013) ; le manque de volonté politique aurait caractérisé les décideurs, car aucune enquête d'utilité publique ne fut faite sur le document (Mpuru et Mbuluku, 2008).

c) Plan de Développement Urbain de 1985 comme outil de gouvernance urbaine

A partir de 1980, lorsqu'émergent en Europe les théories du new public management, la Banque Mondiale s'en inspire pour sa diffusion en Afrique Sub-Saharienne compte tenu des échecs des SDAU dont les modes de planification antérieurs relevant de l'esthétisme architectural ou de la rationalité technico-économique sont ouvertement dénoncés et se présentent sous la forme de prétentions au pouvoir (Lacaze, 2007). Les réformes initiées par la Banque Mondiale vont se concentrer sur la conception des instruments institutionnels qui ne prennent plus la forme d'aménagements spatiaux comme les plans précédents. En plus de la précarité des quartiers pauvres, l'accent est mis sur la maîtrise de l'organisation urbaine au regard de la corrélation qui caractérise l'économie urbaine et la macroéconomie.

d) Le Schéma d'Orientation Stratégique de l'Agglomération Kinoise de 2015 « SOSAK » ou Stratégies de développement et accessibilité aux services urbains

Débuté en 2013, le diagnostic urbain (Groupe huit et Arter, 2013) dresse le portrait d'une ville largement déséquilibrée aussi bien du point de vue d'aménagement spatial comme en termes d'équipements et infrastructures suite à l'absence prolongée de planification et d'aménagement. En même temps, Kinshasa est en proie à une pression démographique qui semblait être maitrisée jusqu'à l'indépendance, mais moins contrôlée par la suite à cause des conflits au demeurant.

Le défi à relever est important car pour la plupart des scientifiques, spécialistes de la ville, gestionnaires urbains, administratifs et politiques consultés, le développement de la ville de Kinshasa sans plan d'urbanisme demeure la cause principale de sa bidonvilisation, de l'informel qui s'y enracine, bref du chaos. L'équipe prend le soin d'analyser le processus d'élaboration et d'exécution des plans précédents et d'en ressortir les causes de leur échec. Parmi ces causes, trois éléments reviennent instamment : on pointe essentiellement le fait qu'en dépit de sa pertinence, le SDAU n'avait jamais été approuvé par l'autorité compétente et n'avait donc pas force de « loi ». Ensuite, le manque des moyens financiers pour exécuter les projets qui ressortent des différents plans élaborés et enfin les faibles capacités du personnel des services en charge de la gestion urbaine dont ceux du cadastre, des titres fonciers, de l'urbanisme et de l'habitat.

2.5 Proposition de construction d'un cadre de vie améliorée

Dans la perspective de construction d'un cadre de vie améliorée, il est dès lors compréhensible de construire des habitats modernes et produire du logement « très social ». Les logements décents et durables constituent dorénavant une nécessité pour la ville de Kinshasa. Le miracle occidental peut bien s'opérer en Afrique. Certes, la volonté seule ne suffit pas, mais une organisation courageuse et réfléchie permet d'atteindre cet objectif. Dans cette perspective, il est indispensable de mettre un accent sur l'habitat décent modernisé et l'habitat durable.

- **L'habitat décent modernisé**

La volonté de respecter les exigences d'une urbanisation pensée et structurée conduit à doter la ville d'habitats décents. Il ne s'agit pas seulement de se consacrer à l'embellissement des capitales des pays africains, telles qu'Abuja, Johannesburg, Kigali, Kinshasa, Marrakech,

Libreville ou Yaoundé, mais de permettre à chaque citoyen de se doter d'un logement acceptable en termes d'équipements et de salubrité. Cependant, la physionomie de la ville peut être trompeuse si l'on se limite à son centre. La périphérie peut présenter l'aspect rural. C'est ainsi que plus on s'éloigne du centre-ville, plus les quartiers périphériques renoncent à l'urbanisation et aux logements décents.

Une solution permettant de garantir et d'offrir des logements décents aux populations dans les villes africaines existe (Clémençot J., 2016) C'est celle de la construction des logements sociaux par les pouvoirs publics nationaux ou locaux. Ce choix judicieux assure le respect de l'urbanisation et des règles de construction. Malheureusement, les populations pauvres des villes africaines n'ont pas toujours accès à ces logements, la distribution se faisant au gré des intérêts des élites. De fait, il apparaît que « l'accès à un logement adéquat reste l'apanage des couches les plus aisées de la société, renforçant ainsi le clivage entre pauvres et riches » disait Teico Kadadji (2015). Les logements sociaux découlent aussi de l'initiative privée. Des personnes nanties ou opératrices économiques achètent des vastes terres, les aménagent et y construisent des bâtiments ou des cités pour habitation. Une fois de plus, si les logements décents sont construits, ils restent néanmoins d'accès difficile aux personnes indigentes (Bierhler A. & al., 2015) ou n'ayant pas une culture de logements modernes. Elles n'ont d'autres choix que de se replier dans les matériaux de récupération. Dans ce cas, ce n'est qu'une politique de logement globale qui puisse assurer à chacun un logement décent dans les villes africaines.

- **L'habitat durable recherché**

L'habitat décent reste tributaire de l'habitat durable. Ce dernier désigne un habitat construit pour les générations présentes en tenant compte des générations futures. Une ville peut émerger avec des habitats décents et perdre cette caractéristique quelques années plus tard. En effet, si les logements ne sont pas construits avec du matériau solide et durable, ils perdent très vite de leur éclat et de leur décence. Il n'est pas rare de rencontrer en Afrique des immeubles menaçant ou des logements en voie de chute par inclinaison. Cette politique du logement décent est tenue d'intégrer la qualité du matériau et l'entretien de l'environnement de l'habitat. C'est une exigence de la durabilité des habitats.

Une politique de l'habitat durable n'est pas toujours évidente à réaliser. Elle suppose la volonté et l'intégrité des acteurs politiques et sociaux. En R.D.C, les pouvoirs publics ont initié les programmes de logements sociaux qui n'ont pas connu de succès du fait de leur détournement de leur cible.

- **Produire du logement « très social »**

La RDC dans sa politique d'habitat a déjà mis en place la politique du type social, fondés sur un système de location-vente ; mais ce système n'était pas à la portée de toutes les couches sociales. Dans la politique du type « très social », il sera question de produire des logements d'insertion « à loyer très social ».

Aujourd'hui, après près de 66 ans d'indépendance, la situation reste toujours préoccupante. Le passage à une forme de logement structuré implique une structuration différente, notamment des sources de revenu, pour une population vivant le plus souvent d'activités informelles. Les problèmes sociaux dont souffrent souvent les habitants des quartiers précaires, leur faible niveau de qualification rendent difficile leur intégration économique et sociale et ce d'autant plus lorsque les sites de transfert diffèrent des dits sur lesquels elles sont implantées avant le relogement. Ceci peut être de nature à les fragiliser davantage si les aspects humains ne sont pas pris en compte.

3. Discussion des résultats

Les instruments de gestion urbaine postcoloniaux ont fait l'objet des plusieurs études. Certains auteurs se sont intéressés au plan dit Arsac et au Schéma Directeur d'Aménagement Urbain (SDAU) (De Maximy, 1984, Lelo, 2011, Mpuru et Kibala, 2018, Mpuru et Mbuluku, 2008, Pain, 1984, 1985). Le Plan Directeur d'Urbanisme (PDU) semble moins documenté (Lelo, 2011, Mavalaka, 2019), n'étant pas un plan d'aménagement en soi, et le Schéma d'Orientation Stratégique de l'Agglomération Kinoise (SOSAK), le dernier en date, n'a pas connu de véritable analyse à ce jour bien que quelques thèses en ont fait allusion (Bakumba, 2021, Tambani, 2020, Washe, 2019). Ces auteurs se sont intéressés au contenu des différents plans, un peu moins à leur réalisation et à l'échec de la planification. Aussi, leur analyse n'a pas été soumise à une approche coloniale ou postcoloniale (Collignon, 2007) ou alors à une confrontation aux imaginaires ayant sous-tendu leur élaboration.

L'habitat quant à lui renvoie à une réalité plus complexe. Convenons avec Yankel Fijalkow et Jean Pierre Lévy (2008) que : « l'habitat est polysémique par essence. Souvent employé comme synonyme de logement, de domicile ou de milieu de vie, ses définitions sont loin d'être stabilisées et oscillent selon les auteurs, les disciplines, les périodes et les contextes ». Dans son sens restreint, il correspond au logement ou à la résidence. Une perception plus large de ce concept y intègre l'environnement de la personne qui vit dans le logement. L'habitat décent suppose un logement ou un environnement de vie acceptable à l'égard de la considération que l'on a pour les êtres humains qui y résident. Les habitats décents désignent ceux qui respectent les règles minimales d'urbanisme et de construction pour une vie épanouie de l'homme.

De nombreux travaux se sont intéressés d'une certaine manière aux questions de l'habitat dans les villes parmi lesquels ceux de Jean Marc Ela (1983), Michel Rochefort (1988), Marianne Morange (2003), Thierry Paquot (2005), Camille Devaux (2015) et Yves Bertrand Djouda Feudjio (2011) et Camille Devaux (2015). Alors que certains de ces auteurs sont partis des considérations générales sur les villes, d'autres ont directement focalisé leur attention sur l'habitat ou les logements.

Jean-Marc Ela (1983) et Bertrand Djouda Feudjio (2011) peignent un visage triste des villes africaines, chacun y va à sa manière. Pendant que le premier y voit des villes éparpillées et anarchiques en Afrique Subsaharienne, le second observe des villes chaotiques ou inexistantes en restant tout de même optimiste. Pour ce dernier, l'analyse des villes africaines comme villes sans avenir est réductible. On peut aussi les observer comme un véritable « laboratoire » des dynamiques urbaines.

Se voulant plus précis, Michel Rochefort (1988) fait une analyse de l'habitat des pauvres dans les villes du Tiers-monde. Il constate que l'absence de moyens suffisants conduit les pauvres à la construction ou l'auto-construction des logements indécents prenant la forme des baraques (ROCHEFORT M., 1988). Il s'agit néanmoins d'une peinture assez sévère des villes du Tiers-monde qui mérite d'être relativisée. Marianne Morange (2003), quant à elle, montre comment l'environnement des logements indécents, qu'elle appelle « baraque », avait été savamment mis en place et encouragé par le régime d'apartheid en Afrique du Sud, afin d'encaserner les Noirs et les Métisses (MORANGE M., 2003).

De cette analyse, « le logement locatif informel en ressort comme un objet à géométrie variable : il peut correspondre à un investissement élémentaire, à une tactique de survie ou à une décohabitation » (MORANGE M., 2003). Elle choisit toutefois de limiter son analyse au cas de l'Afrique du Sud. Thierry Paquot (2005) va plus loin en mettant en corrélation les concepts d'habitat, d'habitation et d'habiter. Il analyse le statut des habitants en regard de la

qualité de leur logement (PAQUOT T., 2005). Il fait également le constat selon lequel « *l'habitat déborde le logement* » et rend compte de son caractère extensible. L'on voit qu'il n'aborde pas particulièrement la réflexion sur le logement décent. Une autre approche est celle de Camille Devaux qui s'intéresse à la conception participative de l'habitat en impliquant les populations dans son processus (DEVAUX C., 2015). C'est que « les futurs habitants ne s'estiment pas seulement insatisfaits du logement qu'ils occupent ou de ceux proposer sur le marché : ils développent également une critique des conditions d'habitat et souhaitent intervenir dans ce domaine » (DEVAUX C., 2015). Mais, la transposition de ce modèle occidental en Afrique ne relève pas de l'évidence.

Quant à notre étude, après analyse de différents types de politiques d'habitat mis en œuvre en RDC, aucune n'est arrivée à satisfaire aux plus démunis. En effet, le type » social » était destiné à accorder des prêts aux congolais détenteurs d'un petit capital, particulièrement les fonctionnaires et les travailleurs des sociétés. Le type « libéral » a favorisé la naissance des quartiers excentriques et les bidonvilles ; alors que le type « néo-libéral » a occasionné l'émergence des quartiers résidentiels ou camps riches , occupés par la nouvelle classe aisée.

C'est pourquoi, en vue d'atteindre la couche sociale la plus démunie, nous avons proposé l'habitat du type « très social » avec des logements à loyer « très social ».

Conclusion

La problématique de l'habitat dans l'aire urbaine de Kinshasa constitue un enjeu majeur dans le contexte de gestion de cette ville par les pouvoirs publics. En définitive, la République Démocratique du Congo s'inscrit dans la dynamique du développement que connaît le monde. Dans le processus du développement, l'amélioration du cadre de vie des populations est une nécessité. En effet, la crise de logement dans la plupart des villes africaines est due à la mauvaise politique d'habitat appliquée par les gouvernants pour satisfaire la demande de logement des citadins aux bas revenus. Par conséquent, les pauvres ont recours aux terrains hors plan urbanistique favorisant ainsi la prolifération des habitats spontanés.

D'une manière générale, les politiques foncières et d'habitat de la RDC n'arrivent pas à satisfaire les attentes d'une population urbaine en forte croissance. On assiste à cet effet, à un développement des habitats spontanés sous forme des bidonvilles ; pourtant, l'habitat demeure un élément essentiel pour l'humanité. Les kinois ont droit à un logement décent comme l'exige l'un des objectifs de Développement Durable (O.D.D).

La solution durable à la problématique de l'habitat dans la ville de Kinshasa est de repenser les politiques d'habitat et d'encourager les investissements dans l'habitat « très social », avec des logements à loyer « très social », destinés aux personnes à faible revenu et aux pauvres.

References bibliographiques

- *Bakumba, G. (2021). Interaction entre la croissance urbaine et la mobilité. « La Structuration de la Périphérie- Est de Kinshasa par la mobilité collective : Les nœuds comme lieux de Fabrication de la ville ». [Thèse de doctorat, Université Libre de Bruxelles).*
- Bierhler, A. CHOPL1N, A, et MORELLE, M. (2015), « Le logement social en Afrique : un modèle à réinventer ? », *Metropolitiques,* **https://metropolitiques.eu/le-**logement-social-en-afrique-un-htlm.
- Clemencot, J. (2016), habitat décent en Aftrique : enjeux urtbain
- Collignon B. (2007), « Note sur les fondements des postcolonial studies », EchoGéo, 1

- *De Maximy, R. (1984).* Kinshasa, ville en suspens : dynamique de la croissance et problèmes d'urbanisme: étude socio-politique. *Paris, Orstom.* https://cibleplus.ulb.ac.be/permalink/32ULDBUI *NST/lhd430l/alma991008920889704066.*
- De saint Moulin, L (2001), Evolution de la population urbaine de la urbaine de la RDC, in Acte du séminaire national de concertations sur le Plan d'Action National pour l'Habitat, PNUD/CNUEH-Habitat, Ministère des Travaux Publics, Aménagement du Territoire, Urbanisme et Habitat.
- Devaux, C. (2015), « Concevoir l'habitat en commun : vers un changement sociétal ? », liai Open Science, p.1-14, https://halshs.arehives-ou\ eries.fr. "halshs-012
- Ela J.M. (1983), *La ville en Afrique noire,* Paris. Kanhala,
- Fijalkow Yankel et Levy Jean Pierre, (2008), « Un siècle d'étude sur l'habitat frane. géographie urbaine (1900-2000) », in Annales de géographie. Armand Colin, vol.4. N°662
- *Groupe Huit et Arter (2013).* Sosak Kinshasa, Rapport de *diagnostic consolidé et orientations. https://www.fsmtoolbox.com/assets/pdf/Schema d'orientation stratégique de Kinshasa SOSAK.pdf*
- Kadadji Teico (2025), « comment faciliter l'accès au logement en afrique ? », ORDES, https://housefinanceafrica/org/fr.
- Kanene, C. (2001). Évaluation des besoins prioritaires et des besoins à moyen et long terme en logements et en équipements urbains. *Actes du Séminaire National de Concertation sur le Plan d'Action National pour l'Habitat,* Kinshasa, RD Congo.
- *Kipayko A.*A(2021), « *ce qu'il faut savoir en matière de logement et de financement du logement en Afrique* », Center for Affordable Housing Finance in Africa, Septembre 2021, https://housefinanceafrica.org/fr.
- Lacaze, J.P. (2007). *Les méthodes de l'urbanisme.* Presses universitaires de France.
- Lelo Nzuzi, F. (2011), planification et aménagement, Ed. L'Harmattan, **https://cible plus. ulb.ac.be/permalink** /32ULDB U INST/lhd430l/alma 991001727929704 066
- LELO NZUZI, F. (2011), planification et aménagement, Ed. L'Harmattan, **https://cible plus. ulb.ac.be/permalink** /32ULDB U INST/lhd430l/alma 991001727929704 066
- *Mavakala, K. (2019).* Gouvernance territoriale et délivrance des services publics dans la commune périurbaine de Maluku à Kinshasa. République Démocratique du Congo. *[Thèse de doctorat, Université de Liège et ERAIFT].* **https://hdl.handle.net/2268/243692**.
- Morange, M. (2003), « La persistance du logement locatif informel dans les villes d'Afrique du Sud », *Autrepart,* Presses de Science Po, vol.l, n°25,
- Mpuru M.B. et *Mbuluku*, N. (2008). Crise de la planification de la métropole congolaise. *Annales de l'IBTP, Kinshasa,* 33-46. ismont, A. (1995). *La Banque Mondiale et les villes. Du développement à l'ajustement.* Karthala, Paris. **https://cibleplus.ulb.ac. be/ permalink/32ULDB** U I NST/lhd430i/ alma991005089029704066.
- *MPURU, M.B. et Kibala, G. 2018. Kinshasa-Est : Croissance et mutations d'un espace périurbain.* Centre de recherche en aménagement du territoire et urbanisme. Kinshasa,
- Pain, M. (1984). *Kinshasa, la ville et la cité.* Orstom, Paris. **https://cibleplus.ulb. ac.be/permalink/32ULDB** UI NST/lhd430l/alma991008913629704066.
- Pain, M. (1985). Kinshasa, symbole d'une Afrique urbaine. *Les Cahiers d'Outre-Mer,* 38(149), 25-51.http://paseal-francis.inist.fr/ vibad/index.php? action=getRecordD etail&idt=12164775.

- Paquot, T. (2005), « Habitat, habitation, habiter, ce que parler veut dire ... », *In Informations sociales,* Caisse nationale d'allocation familiale, vol, 3, n°123,
- Rochefort, M. (1988), le logement des pauvres dans les grandes villes du tiers mondes
- Rocher, V. (2017), « Afrique : résoudre la crise du logement par l'innovation », *Real Estech,* **https://realestech.eu.afrique-crise-logement**.
- *Tambani, P. (2020).* La dynamique des marchés spontanés : fondement de la structuration urbaine dans la périphérie sud-ouest de Kinshasa. Vers une gouvernance de la « Wenze-ville » *[Thèse de doctorat, Université Libre de Bruxelles],*
- *Washe, R. (2019).* Kinshasa et le Plateau des Bateke à l'épreuve de la périurbanisation. Cas du village Mbankana et du Centre Mampu de 1980 à 2015. *[Thèse de doctorat, Université Libre de Bruxelles],* **http://hdl.handle.net/ 2013/ULB-**DtPOT:oai:dipot.ulb. ac.be: 2Q13/297889oai:dipot.ul b,ac.be:2013/297889 World Bank (1992). *Governance and Development,* Washington D.C. **https://doi.org/10.1596/0-8213-** 2094-7.